

Au jour 4, Benoît Lutgen est toujours seul à table

Le gouvernement bruxellois se réunit jeudi

Ce jeudi, se tiendra, comme d'habitude, la réunion du gouvernement bruxellois. La seule ministre CDH Céline Fremault y assistera, confirmait-elle mercredi, démentant ainsi une rumeur affirmant le contraire. Mais il s'agira d'un gouvernement en affaires courantes, insiste son porte-parole. En clair, pas de rupture dans la gestion de la Région bruxelloise mais plus question de trancher sur de gros dossiers. On s'attend quand même à une atmosphère des plus singulières à cette réunion hebdomadaire. De son côté, le Parlement bruxellois a suspendu ses activités le temps, justement, de voir ce que donnera cette réunion du gouvernement régional. **M.Co.**

Olivier Chastel a été clair à l'issue de la première entrevue avec son homologue CDH : le MR n'est pas encore entré en négociation pour chercher une ou des nouvelle(s) coalition(s) francophone(s). Les libéraux font montre d'une "prudence de Sioux", entend-on dans leurs rangs, alors qu'il ne reste que deux ans de législature et que le CDH "n'est pas le partenaire le plus fiable du monde". Dans les autres partis, on ne voit là qu'une posture, persuadé que CDH et MR avaient, bien avant l'annonce fracassante de Benoît Lutgen, conclu un accord de mariage. Cela ne semble pas être le cas.

Pourtant, une union sera vraisemblablement célébrée en Wallonie d'abord, puisque les deux partenaires peuvent y jouir d'une (courte) majorité. Ce n'est ni le cas en Fédération Wallonie-Bruxelles ni en Région bruxelloise, où l'appoint d'Ecolo ou, surtout, de Défi est nécessaire à une majorité excluant le PS. Ces deux entités attendront.

Le temps est compté

"L'enjeu pour Lutgen maintenant, c'est de mettre les partis autour de la table, résume un libéral. Car une fois qu'on y est, il est difficile de la quitter." Au CDH en effet, on est quasi certain que Défi et son président Olivier Maingain ne pourront indéfiniment fermer la porte au dialogue. Sous peine d'apparaître scotché au PS devenu infrequentable depuis le scandale du Samusocial. Le hic, c'est qu'il ne faut pas traîner. Les institutions sont paralysées par la crise. Mais pour les uns, le temps joue contre Lutgen. Pour les autres, contre Maingain.

Lundi, le bureau du MR a exclu toute alliance avec le PS, confirme-t-on chez Olivier Chastel. Les libéraux ne souhaitent naturellement pas s'associer à un parti laminé par les affaires et, ce faisant, "nourrir un courant macroniste dans la société qui pourrait être récupéré par Défi ou le CDH", analyse un libéral. Une alliance PS-MR ne pourra se faire qu'après une très longue crise... Du reste, au PS, une alliance avec le MR semble également peu probable compte tenu de la poussée du PTB.

Impardonnable?

Pour l'heure, les exigences posées par Ecolo (lire ci-contre) et Défi témoignent sans doute d'une faible volonté de convoler avec le MR et le CDH à Bruxelles et en Fédération Wallonie-Bruxelles. L'attitude de Benoît Lutgen était jugée "impardonnable" par Olivier Maingain hier sur Twitter. Et Défi de rester sur sa ligne, celle d'une révolution éthique qui doit conduire les PS, MR et CDH à exclure leurs membres

impliqués dans les affaires. Visés : Armand De Decker au MR, Joëlle Milquet au CDH, Yvan Mayeur et Pascale Peraïta au PS. Et le ministre-président bruxellois, Rudi Vervoort, dont le bal du bourgmestre à Evere est l'objet d'une enquête? "Pas d'exception, assure-t-on à la présidence de Défi. Si les faits sont avérés et qu'on ne parle pas que de bruits." "Nous, on ne parle pas de couper des têtes, mais d'un programme de gouvernance", dit la députée bruxelloise Zoé Genot pour Ecolo.

CDH et MR ont pris acte des revendications des verts. Pas de celles d'Olivier Maingain. Ce jeudi, Benoît Lutgen reçoit Ecolo pour un premier contact. Mais il n'a pas encore entamé de véritable négociation.

Mathieu Colley

Après une entrevue avec le président du MR, Benoît Lutgen prend langue avec Ecolo.

Les verts sont ouverts au dialogue, mais leurs demandes sont radicales.

■ Les scénarios de recomposition circulent.

Ecolo laisse la porte un peu plus ouverte que prévu

Si le président de Défi, Olivier Maingain, a choisi la voie de la confrontation, Ecolo la joue plus "soft". Mercredi midi, les verts ont présenté une liste de propositions pour améliorer l'éthique politique et la transparence démocratique. On s'attendait à quelque chose de radical et c'était bien le cas. Décumul intégral des mandats, plafonnement des rémunérations des mandataires publics à 100% de l'indemnité de parlementaire fédéral, constitution d'un cadastre des mandats publics et imposition de sanctions plus lourdes en cas d'écarts déontologiques... En outre, Ecolo veut la fin des Provinces en Wallonie et réduire de 30% le nombre d'échevins dans les communes bruxelloises, dont les limites devraient également être revues.

En matière de renouveau démocratique, Ecolo propose d'instaurer le droit à des consultations populaires régionales, en ce compris pour les traités internationaux (de type Ceta), mais aussi d'établir un droit d'initiative législative citoyenne. Les verts veulent aussi créer des commissions mixtes dans les parlements composées de députés et de citoyens tirés au sort.

"Sortie de crise gouvernementale"

"Toutes ces mesures ne sont pas à prendre ou à laisser, souligne Patrick Dupriez, coprésident d'Ecolo. Mais c'est de cela que nous voulons parler pour le moment." C'est donc clair : les verts sont malgré tout prêts à rentrer en négociations. Cela ne veut pas dire qu'ils finiront dans des coalitions aux côtés des libéraux et des humanistes, mais la porte est ouverte et leur posture n'est pas conflictuelle. Le titre du communiqué de presse d'Ecolo transmis aux rédactions à ce sujet est significatif: "Sortie de crise gouvernementale"... Reste que certaines idées ne vont certainement pas faire plaisir au CDH et au MR (la suppression des Provinces, par exemple...).

Du côté CDH, le "formateur" Benoît Lutgen s'est montré ouvert à toutes ces idées. "J'ai bien reçu les propositions formulées par Ecolo, j'en parlerai avec eux dans un état d'esprit constructif et positif", a-t-il commenté mercredi sur Twitter.

F.C.

Le MR et le CDH envisageraient de former un gouvernement minoritaire en Fédération

Un scénario circule avec insistance ces dernières heures pour la formation d'un gouvernement régional en Wallonie. Une majorité qui rassemblerait le MR (25 députés), le CDH (13 députés) et le nouveau mouvement "J'existe" fondé il y a quelques mois par le député wallon André-Pierre Puget. Ce dernier – qui, pour rappel, a été élu sous la bannière du Parti populaire (PP) avant de quitter le bateau en dénonçant ses dérives – confirme que des contacts ont bien eu lieu avec différents partis. Et que, sous certaines conditions, il n'exclut pas de participer à une majorité.

Ce scénario permettrait d'avoir une majorité de 39 députés, légèrement plus confortable que si le MR et le CDH allaient seuls au pouvoir – à deux, ils font 38 sièges, soit le minimum requis pour avoir la majorité, le Parlement wallon comptant 75 élus. Si cela se confirme, un nouveau gouvernement wallon pourrait être rapidement sur les rails. La piste écologiste n'aurait jamais été réellement envisagée vu les exigences des verts en matière de gouvernance.

Boucler rapidement un premier accord

Le MR et le CDH, désormais coalisés, cherchent manifestement à créer un cycle de négociations par étapes. En bouclant rapidement un premier accord en Wallonie, ils espèrent mettre la pression et parvenir à réaliser un coup semblable à la Région bruxelloise et en Fédération Wallonie-Bruxelles.

A Bruxelles, cependant, l'optimisme du MR et du CDH devrait être sérieusement douché. A deux, ces partis n'y totalisent que 25 députés – et il en faut au minimum 36. L'apport d'un partenaire est donc nécessaire. Avec ses 8 élus, Ecolo n'est pas suffisant. Défi, avec ses 12 députés, est donc quasiment indispensable. Mais pour l'heure, au vu des premières réactions de l'état-major, le parti d'Olivier Maingain semble bien peu enthousiaste à l'idée de former une majorité avec le MR et le CDH.

La rumeur évoque davantage une alliance regroupant le PS, Défi et Ecolo. Avec 42 députés côté francophone, cette majorité est confortable. Il se dit par ailleurs qu'Olivier Maingain, le président du très courtisé Défi, s'y verrait bien ministre-Président. Contacté mercredi soir, le bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert dément cependant catégoriquement.

Reste la Fédération Wallonie-Bruxelles. PS, Ecolo et Défi n'y forment pas une majorité : ils totalisent 45 députés et il en faut 48. De leur côté, le MR et le CDH comptent ensemble 46 élus, 47 s'ils s'allient à André-Pierre Puget. Les trois députés de Défi suffiraient à faire l'appoint. Mais le parti amarante ne semble pas chaud et va en tout cas placer la barre très haut. Il se chuchote dès lors que le MR et le CDH seraient tentés de former un gouvernement minoritaire et rallier les voix nécessaires au cas par cas, en fonction du décret qui serait mis sur la table.

Stéphane Tassin

Wallonie

Un gouvernement... électronique

Réunion. Alors que le CDH annonçait vouloir réunir de manière physique les membres du gouvernement wallon ce jeudi matin, les choses ont finalement changé en cours de

journée. La réunion hebdomadaire de l'exécutif wallon aura bien lieu mais de manière électronique... à l'Elysette, précisait maladroitement un communiqué de la ministre-Présidence. En effet, si la réunion se déroule de manière électronique, elle ne peut pas avoir lieu quelque part, mais soit !

Une rencontre physique entre les anciens alliés aurait sans doute des accents de "Règlement de compte à la OK Corral", même si on nous précise que Maxime Prévot, qui avait d'excellents contacts avec certains de ses collègues socialistes comme Paul Magnette, le ministre-Président, voulait absolument s'y rendre.

S.Ta.

Espèce de casseur

Un malin, qui sent bien les choses, ce Benoît Lutgen.

Mais si le gamin a vieilli, est-il vraiment passé par la case adulte ?

Portrait Paul Piret

Coup de génie? Coup de poker? Coup de bambou? Coup de pied, de force, de pute (copyright PS), de poignard, bas ou d'éclat, de Jarnac ou de Trafalgar? C'est un véritable coup de théâtre en tout cas – le largage du PS dans les majorités fédérées francophones – que l'on ne voyait pas forcément venir de la part de ce gamin de Benoît Lutgen.

Gamin? Gamin! Il a beau avoir 47 ans tout de même; il a beau avoir attrapé de la carrure (déjà, physiquement) voire acquis de l'étoffe (ou au moins de l'expérience); il a beau même avoir montré quelque solennité inhabituelle (en ce 19 juin mémorable); allez savoir pourquoi, on reste tenté de lui coller du "gamin" à la peau, comme un sparadrap au capitaine Haddock.

Est-ce parce qu'il fut le fils de son père Guy, en lequel jadis les sociaux-chrétiens crurent voir un Kennedy "bastognard", alors que Benoît pourtant dut se faire tout seul? Est-ce parce qu'on le connut d'abord comme chauffeur de salle dans des congrès PSC? Qu'on le trouva généralement beau gosse voire "l'homme le plus sexy" comme l'affubla encore un "Vif Weekend" de début 2009 devant un certain Paul Magnette? Qu'il eut des temps turbulents sinon fétards, et que le célibataire ne passa jamais pour être un moine? Qu'on le reconnaît plus impulsif que visionnaire? Qu'on n'est pas obligé de lui trouver autant de substance que d'allant?

L'équivoque, s'il en est, ne date pas d'aujourd'hui. Dès que sa présidente Joëlle Milquet en fit un ministre wallon en 2004, à 34 ans, des courriers atterrirent dans les rédactions pour le qualifier d'usurpateur. La démarche sentit trop la cabale pour qu'on y prêtât garde, en un temps où l'on se prémunissait encore contre des messages "défoulatoires". N'empêche, le fait est que Lutgen Junior alignait alors un CV troué. C'étaient des difficultés familiales (pas près d'être dissipées avec son frère puîné Jean-Pierre, l'homme des montres Ice-watch); un parcours scolaire et de formation – disons – partiel et inachevé; une succession de petits jobs; une entrée en politique avec réticences, après hésitations (entre Ecolo et le PSC) et dans un registre plutôt bateleur...

Lui-même, inspiré en modestie, en eut assez conscience pour suggérer à sa présidente qu'un autre Luxembourgeois, André Bouchat, exerçât d'abord

une moitié de mandat ministériel, le temps pour lui de se faire les dents au Parlement wallon comme son suppléant. Mais le courant ne passait pas entre Milquet et le mandarin bâtisseur de Marche, trop vieille culture politique... ou esprit trop libre à son goût. En regard, le jeune Lutgen, dont elle avait fait le secrétaire général du parti, c'était son choucou!

D'abord Spirou, puis président

Le voilà donc ministre sans beaucoup d'autres bagages que son sourire, son ardeur, son implication opiniâtre dans la reconversion humaniste du PSC en CDH. Les débuts seront d'ailleurs fort fébriles, sinon catastrophiques. D'aucuns en parlent comme de la mouche du coche, lui reprochant d'être l'œil de sa présidente. "*C'est plus un Spirou qu'un ministre*", décoche en "off" un collègue de l'exécutif. Dans sa volonté de bien faire, de donner au plus vite des gages, il a un vrai talent pour s'emberlificoter. On se souvient comme si c'était hier d'une conférence de presse sur la dépollution des pompes à essence dont toute la confrérie était sortie – encore – plus ignare qu'à l'entrée du cabinet namurois. Ou d'explications à l'issue d'un gouvernement wallon sur l'épuration individuelle des eaux usées desquelles il était absolument impossible de comprendre finalement qui devait épurer quoi; le ministre-Président Di Rupo y alla même d'un "*ce n'est pas facile, hein...*" par sympathie, tant pour les journalistes que pour son ministre de l'Environnement, de l'Agriculture, de la Ruralité, du Tourisme.

Puis l'assurance vint. Et le goût. Ce pragmatique solide put aligner des bilans. Héritant des Travaux publics à son second portefeuille ministériel wallon, à la mi-2009, il y mit tant d'acharnement qu'il aurait fini par connaître par cœur chaque nid-de-poule des routes régionales, à rebours de son prédécesseur Michel Daerden qui s'y connaissait mieux en chiffres et en vin rouge...

Aussi, lorsque le pouvoir de la présidente et ministre CDH commença à user le bataillon CDH, on n'y entendit guère sinon pas d'autre nom que celui de Benoît Lutgen pour lui succéder à la rue des Deux-Eglises. Ce n'est pas lui qui poussait la charrette, pourtant. L'histoire de ses réticences, d'abord pour entrer dans ce monde politique dont il avait saisi la

cruauté dès l'enfance, ensuite pour endosser des fonctions ministérielles auxquelles il se savait non préparé, se répéta. Il avait fini par s'y plaire, dans ses nids-de-poule, sans vouloir nécessairement convaincre par-delà le ras du bitume cabossé. Aux Deux-Eglises, Benoît Lutgen n'entra qu'à reculons, et avec des semelles de plomb. Et avec près de deux ans de retard, entre l'élection par les militants du "ticket" Milquet/Lutgen de décembre 2009 et sa propre prise de fonction en septembre 2011. En fait, le décalage exigé par le Luxembourgeois les arrangea tous deux, quitte à agacer... et réduire les troupes: "Jojo" s'accrochait et "Lulu" jugeait bien plus agréable d'inaugurer la semaine wallonne de la frite que de s'immerger à Bruxelles dans le pototo-poto encore un peu national. Lequel lui laisserait, encore, moins de temps pour s'adonner avec plaisir à la cuisine, faire avec bonheur son tonton rigolo, jouer avec ses chiens, croiser les gens à Bastogne (dont il allait devenir le bourgmestre en 2012), se balader dès "potron-minet" dans ses chères forêts ("*c'est parfait pour se vider la tête*") ou depuis peu – pour tenter d'arrêter de fumer – enfourcher sa bécane à la dure.

Mais s'il a pris son temps, c'est pour se préparer, dans la discrétion comme le plus souvent. Et s'il n'a pas vraiment envie, il s'est investi. Toujours cette capacité d'adaptation.

"Tout est possible"

Soit, Lutgen président. "*En politique, tout est possible*", comme il dit. Ce n'est pourtant pas qu'un concours de circonstances, ou un vide béant de concurrents potentiels, qui a fini par l'amener à ce poste qui, dans notre régime "particratique", tient à la fois du nirvana et du baignon. Ce ne sont pas non plus ses penchants altruistes. Ceux qui, dès la sixième primaire, l'avaient fait s'opposer avec succès à un départ en classes de neige parce que des copains ne pouvaient pas y aller pour des raisons financières; qui en fin d'adoles-

cence l'avaient vu animer des camps de vacances de "Jeunesse et Santé" (mutualités chrétiennes) qui furent "*une sacrée école sur le plan humain*"; ou qui, depuis, lui ont inspiré un attachement ému à la sensibilisation aux dons d'organes.

Alors, qu'est-ce qui a fait Benoît Lutgen ?

Pas son verbe, qui n'est pas celui des grands élocuteurs. Pas son autorité, qui est certes réelle, jusqu'à l'autoritarisme, mais qui n'est pas naturelle. Pas son rayonnement, qui ne frappe pas en premier. Ses armes, il les fourbit sur d'autres fronts : c'est un sacré bosseur; il met les gens à l'aise voire dans sa poche, spontané et affable, raffolant des contacts simples et directs; son cercle de relations s'est élargi; les résultats électoraux (individuels) ont suivi. Ajoutons-y un caractère bien trempé, un bon feeling de l'air du temps, des maladresses rachetées par la bonne volonté, de la candeur dissimulée en aplomb, une image longtemps (encore?) jeune et riieuse. Même s'il se fie peu; même s'il se confie rarement ("*je ne suis pas un agité du bocal médiatique*"), convient ce réfractaire aux Smartphones et réseaux sociaux).

Du reste, quand il succède à Joëlle Milquet, il sait assez qu'il n'en a pas le bagage et les intuitions, ni le charisme de ses meilleures années. Mais il bénéficie de l'alternance : homme après femme, rural après citadine, wallon après bruxello-centré, régional après universaliste. Et il peut compter sur des différences : lui a un sens inné de l'organisation; lui aime mettre les mains dans le cambouis du parti et de ses rouages; lui aère un jeu politique alors que Milquet avait progressivement cadenassé le CDH au centre gauche. Au fait, on s'en souvient curieusement peu aujourd'hui, c'est dès la fin de campagne des régionales de 2009 que Lutgen, présidentiable mais pas encore président, avait dans "La Libre" tendu la main au MR de Reynders – lequel commettrait la bourde de le remballer non sans vacherie.

Avec la chute des cabinets PS, 700 personnes perdront leur job

Dans les cabinets ministériels PS, en Wallonie, à Bruxelles et à la Fédération Wallonie-Bruxelles, c'est le moment de faire ses caisses. Au total, le retournement de majorité dans les entités fédérées et le retour des socialistes dans l'opposition à tous les niveaux du pouvoir vont toucher environ 700 personnes, selon les chiffres qui circulent. Elle se retrouveront bientôt sans boulot. Ce chiffre n'a pas pu être confirmé par le boulevard de l'Empereur.

Attention, parmi ces 700 travailleurs, nous comptons également les agents engagés en remplacement des fonctionnaires détachés dans les cabinets socialistes. Ces agents détachés étant de retour plus tôt que prévu dans leurs administrations, leurs remplaçants vont perdre leur job. Ils doivent maudire Benoît Lutgen...

Crises de larmes dans les couloirs

Au PS, formation politique particulièrement habituée à l'exercice du pouvoir sans interruption, c'est le traumatisme. Et il est bien pire qu'en 2014, lorsque Charles Michel avait signé avec la N-VA. A cette époque, si le PS perdait le pouvoir au fédéral, il avait pu replier armes, bagages, mandataires et collaborateurs vers les entités fédérées et limiter la casse sociale.

Mais, après le coup politique de Benoît Lutgen, le PS n'a plus de base arrière. De nombreux experts, conseillers, attachés, secrétaires, chauffeurs, etc. vont devoir se trouver un

autre boulot dans l'urgence.

"On a fait nos caisses, on nous a dit qu'il fallait être prêt à partir immédiatement, confie un collaborateur d'un cabinet régional. Même s'il reste quand même une petite chance que le PS reste au pouvoir si les négociations s'enlisent. Il y a des crises de larmes dans les corridors. C'est injuste. Les collaborateurs sans expérience qui perdent leur emploi et qui ne sont pas détachés de l'administration sont les plus marqués. C'est très brutal car complètement inattendu. On pensait avoir encore deux ans devant nous. La semaine dernière, on avait encore des réunions intercabinets avec le CDH et ça se passait bien."

Cellules de remplacement

Le PS va tenter de les aider mais, pris de court, les socialistes n'ont pas une solution pour chacun. Des cellules de remplacement de fortune ont été prévues dans tous cabinets ministériels. *"On a tous rendez-vous, un à un, chez le chef de cabinet, avec une priorité pour les cas les plus difficiles et en fonction des situations familiales. Certains étaient là depuis plus de dix ans. On fait l'inventaire des compétences professionnelles, on nous forward les liens vers les concours de recrutement dans la fonction publique... Il y a aura bien une ou deux personnes par cabinet qui seront recasées dans l'administration avec un con-*

trat, mais pas plus. On ne sait pas ce qui va se passer, on vit au jour le jour."

"Caterpillar et Arcelor, c'est pire..."

Une éminence grise socialiste relativise un peu : *"Chacun savait à quoi s'attendre. Caterpillar et Arcelor, c'est bien pire... C'est la loi du genre en politique. C'est ce qu'a vécu Ecolo."* Pour rappel, en 2014, à la suite d'une claque électorale et du renvoi des verts dans l'opposition, 500 collaborateurs avaient été remerciés. Les socialistes, cependant, sont dans une situation un peu plus enviable.

D'abord, le PS, en tant que parti, ne perd pas de financement public car son éviction n'est pas accompagnée d'une dégringolade dans les urnes. Après la débâcle de 2014, Ecolo avait été privé d'une partie de sa dotation publique, ce qui avait provoqué la perte d'une centaine d'emplois dans ses groupes parlementaires et au parti. Rien de tout ça pour les socialistes.

Le PS va tenter de les aider mais, pris de court, les socialistes n'ont pas une solution pour chacun.

Un réseau puissant, malgré tout

Ensuite, les socialistes, même éjectés de tous les gouvernements, conservent malgré tout une influence nettement plus importante qu'Ecolo : des majorités dans les communes, dans les provinces, des postes clés dans les intercommunales et dans toute une galaxie de structures publiques et parapubliques en Wallonie comme à Bruxelles. Ces organismes pourraient, à terme, accueillir les ex-cabinet-tards. Mais au cas par cas : le temps n'est plus aux vagues de "recasage" des ex-collaborateurs ministériels sur simple décision politique.

Frédéric Chardon

HUMEUR

Ce sont toujours les "fils de..." qui foutent le bordel

Par Stéphane Tassin

Toute analyse n'a pas valeur scientifique.

Certaines servent seulement à mettre en évidence des faits étonnants. Qu'ils soient le fruit du hasard ou non, ils ont le mérite de faire parler, sans pour autant relever d'une importance capitale... Quoique. Les dernières crises politiques – ou ce que d'aucuns ont qualifié de "trahisons" – furent

souvent le fait de "fils de". Benoît Lutgen, le dernier "disjoncteur" en date, n'est autre que le fils de Guy, ancien ministre wallon – et récurrent – de l'Agriculture. Elevé dans le sérail, Benoît a toujours vécu par, pour et dans la politique. La décision iconoclaste

la plus récente, consistant à monter seul dans un gouvernement fédéral, assurant ainsi une représentation minimale aux francophones du pays, fut aussi le fait d'un "fils de" : Charles, fils de Louis, boudéur parce que humilié, avait finalement lancé au PS et au CDH un "nanana-

nanère” stupéfiant et revanchard. Bon sang ne saurait mentir. Enfin, le dernier exemple remonte à cette crise de 541 jours sans gouvernement. Celui qui avait débranché la prise était alors Alexander (De Croo), fils d’Herman. S’il est parti travailler, un temps, dans le privé, le fiston est vite revenu

dans le giron politique où on fait carrière de père en fils. Caractériels, capricieux, audacieux, irresponsables, ambitieux, courageux, etc. Autant de qualificatifs possibles pour ces “fouteurs de bordel” manifestement congénitaux. Sales gamins, va...